

Version non confidentielle

Consultation publique n°2024-04 du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE

A titre liminaire, ilek tient à remercier la CRE pour cette consultation relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE.

ilek est très favorable au maintien de la référence de coût d'approvisionnement publiée mensuellement par la CRE et facilement appréhendable par les fournisseurs et les consommateurs. Cette dernière a été bien comprise par les consommateurs et a permis de les rassurer dans la mesure où elle s'inscrit dans la continuité des TRVG historiques et est représentative des évolutions de coûts des fournisseurs.

Néanmoins, concernant le prix de repère de vente du gaz naturel (PRVG) et comme ilek avait pu le signaler dans sa réponse à la Consultation 2023-01, la CRE doit veiller à ce que ce prix repère demeure "contestable" par les fournisseurs. Il doit être représentatif de l'ensemble des coûts des fournisseurs. Un indice artificiellement bas n'aurait aucun intérêt et n'aurait pour seule conséquence que de créer de la défiance de la part des consommateurs vis-à-vis des fournisseurs et du marché.

Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?

ilek considère la référence de coût d'approvisionnement comme un indice de référence plus pertinent. En effet, il permet de faire évoluer les prix en fonction de la seule brique de coût (hors coûts régulés) facilement appréhendable par les fournisseurs et les consommateurs. D'ailleurs, comme le précise la CRE dans sa consultation, deux tiers des offres indexées sur un indice de référence de la CRE le sont sur la référence de coût d'approvisionnement. Les autres briques de coût constituant un "PRVG" doivent permettre à la concurrence de se faire.

Si la CRE décide de continuer à publier un PRVG, ce dernier doit rester contestable pour les fournisseurs et refléter leurs coûts. Comme précisé en introduction, il n'y a aucun intérêt de publier un prix de repère artificiellement bas que les fournisseurs ne pourront pas proposer

ilek est ainsi favorable à l'unique maintien d'un coût de référence de l'approvisionnement qui constitue une brique de coût partagée par l'ensemble des fournisseurs et permettant de faire évoluer leurs offres en toute transparence, plutôt que de construire un PRVG artificiel ne reflétant aucune offre réelle. Les consommateurs, eux, pourraient simplement comparer les offres existantes via le comparateur du MNE.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?

Non. Nous continuons de penser que cela va complexifier la bonne compréhension des consommateurs. Aussi, si la CRE décide de publier un PRVG pour une offre prix fixe d'un an, pourquoi ne pas en publier pour une offre prix fixe deux ou trois ans?

Par ailleurs, nous tenons à rappeler que le seul indice TRVG n'avait pas empêché le développement des offres à prix fixe, majoritaires à l'époque.

Question 3 : Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?

NSP cf question 2. Néanmoins, a minima le coût d'approvisionnement et la brique de risque.

Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication de 2 indices de prix joints ?

NSP cf question 2.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires ») ?

Nous ne comprenons pas bien la volonté de la CRE "d'accroître la stabilité" du PRVG. Le PRVG doit être représentatif des coûts des fournisseurs. Il n'y a aucun intérêt à "stabiliser" artificiellement un PRVG qui n'a pas vocation à être souscrit par les consommateurs. Encore une fois, le risque est simplement d'augmenter l'incompréhension et la défiance des consommateurs si le PRVG n'est plus en phase avec les prix des fournisseurs. Les consommateurs sont suffisamment matures pour comprendre que l'évolution de leurs prix suit l'évolution des prix sur les marchés.

Par ailleurs, ilek tient à rappeler que les dernières hausses de prix du gaz (en dehors de la crise récente sur les marchés de gros) sont dues à l'augmentation des tarifs réseaux et de la fiscalité, et que la prochaine hausse annoncée sera liée à l'apparition des CPB. Aussi, la durée de lissage de l'approvisionnement du PRVG n'aurait eu (et n'aura à l'avenir) aucun impact sur ce type de hausse.

De même, le TRVG (comme le TRVE), dont la composante coût d'approvisionnement reposait en partie sur des produits de plus longue maturité, n'avait pas empêché l'envolée des prix pour les consommateurs et le recours au bouclier tarifaire. De la même manière, ce n'est pas le PRVG qui protégera à l'avenir les consommateurs en cas de nouvelles crises des prix sur les marchés.

Surtout, l'intégration de produits de plus longues maturités conduira à l'ajout de primes de risque de la part des fournisseurs qui seront, in fine, payées par le consommateur.

Néanmoins, si jamais la CRE décidait d'intégrer des produits de plus longue maturité dans la référence de coût d'approvisionnement du PRVG, il serait indispensable de prévoir un délai entre cette décision et son application afin de laisser le temps aux

fournisseurs de réviser leur politique de sourcing et de pricing.

Question 6 : Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?

ilek n'est pas favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG (cf question 5).

Question 7 : Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE?

De la même façon, ilek n'est pas favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE.

Cela posera des problèmes de répliquabilité d'accès au marché pour les petits fournisseurs et cela augmentera les primes de risque qui seront répercutées aux consommateurs.

Question 8 : Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?

ilek n'est pas favorable aux évolutions proposées par la CRE (cf questions 5 et 7).

Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?

Cette situation peut être envisagée dans l'attente d'une mise à jour de l'analyse plus poussée des coûts de 2021, notamment du fait de la fin des TRVG qui a nécessairement changé la nature du marché. Les coûts d'acquisition ont, par exemple, fortement augmenté.

Question 10 : La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour mettre à jour la composante de rémunération « hors risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question

cette méthode ?

Cela a assez peu de sens que la rémunération d'un fournisseur varie en fonction des prix de marché. Il vaudrait mieux un montant fixe. Par ailleurs, et compte tenu d'un marché du gaz en décroissance, et comme pour la rémunération des GRD, la diminution de l'assiette de rémunération devrait conduire à une augmentation du montant unitaire de cette dernière.

Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?

Le coût du risque constaté n'est pas aligné avec celui présenté par la CRE.

Par ailleurs, il nous semble qu'il est encore beaucoup trop tôt pour baisser cette composante dans la mesure où nous n'avons pas assez de recul pour être certains que la crise du gaz est derrière nous (cf actualité géopolitique toujours instable et incertaine).

Question 12 : À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?

NSP

Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?

ilek est d'accord avec cette mise à jour annuelle.

Question 14 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?

ilek n'est pas favorable à la proposition de la CRE car il n'y a pas de lien entre les coûts commerciaux et la consommation.

Question 15 : Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?

NSP.

Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?

Le coût de transport est dimensionné par rapport à la consommation du client donc il nous paraît normal qu'il reste dans la part variable.

Question 17 : Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?

Non.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant l'empilement des coûts?

Oui.

Question 19 : Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG?

Non, la structure nous paraît convenable.

Question 20 : La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs

dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?

Tant qu'il y aura un seuil dans l'ATRD, il y aura un effet seuil.

Question 21 : Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?

Plutôt la proposition 5.3.

Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?

La refonte de la composante de coûts d'approvisionnement engendrera une refonte de la stratégie de sourcing des fournisseurs. Cette dernière implique donc a minima un délai de plusieurs mois entre l'annonce de l'évolution et son entrée en vigueur.

Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?

Le maintien d'un corridor de prix moyen est indispensable pour permettre de refléter les disparités géographiques des différentes briques de coûts. Il faut bien, en revanche, que la CRE précise que c'est cette disparité géographique qui est à l'origine de cette différence de prix.

Question 24 : Avez-vous d'autres commentaires ?

Non.